

# RÉUNION DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)

Le 24 février 2021

## Compte rendu des décisions v1

### Présence

#### Coprésidents du CDPISP

Denis Skinner	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Tracy Wood	Île-du-Prince-Édouard

#### Membres du CDPISP

Jan Bradley	Association des systèmes d'information municipale (ASIM) Ouest (Ville de Calgary)
Stephen Bull	Alberta
Vinay Chandramohan	Saskatchewan
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
Gerry Fairweather	Nouveau-Brunswick
Dave Heffernan	Terre-Neuve-et-Labrador
Sean McLeish	Yukon
CJ Ritchie	Colombie-Britannique
Pierre E. Rodrigue	Québec
Kush Sharma	ASIM centrale (Ville de Toronto)
Rick Wind	Territoires du Nord-Ouest

#### Observateurs du CDPISP

Estelle Ah-Kiow	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Atiq Ahmad	Saskatchewan
Tareq Al-Shumari	Ontario
Jennifer Block	Saskatchewan
Guillaume Charest	Emploi et Développement social Canada
Burt Crépeault	Québec
Harpreet Dhillon	ASIM Ouest, Ville de Calgary.
Keith Douglass	Nouveau-Brunswick
Tracy Fiander-Trask	Nouvelle-Écosse
Natasha Flory	Saskatchewan
Elky Hanlon	Nouvelle-Écosse

Mark Healy Mark Levene Robert Loughlin Dawn Pilgrim Dean Sutton Bianca Tomazeli Arlene Williams Dan Batista Sophia Jesow	Terre-Neuve-et-Labrador Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Nouveau-Brunswick Ontario Colombie-Britannique Ville de Montréal Nouvelle-Écosse Directeur exécutif, Institut des services axés sur les citoyens (ISAC) Analyste de recherche des Conseils mixtes, ISAC.
<b>Secrétariat de l'ISAC</b>	
Maria Luisa Stefania Silisteanu	Directrice, Conseils nationaux (CPSSP-CPSISP). Coordinatrice, Conseils nationaux (CPSSP-CPSISP).

Point	Sujet ou discussion	Décision ou suivi
1.	<p><b>Affaires administratives</b></p> <p><b>A) Approbation du compte rendu de décision de la réunion en personne du 23 septembre 2020, tenue à Toronto.</b> Le compte rendu des décisions de la réunion du 23 septembre 2020 du CDPISP est adopté sans modification.</p> <p><b>B) Approbation de l'ordre du jour de la réunion du 24 février 2021 du CDPISP.</b> L'ordre du jour de la réunion du 24 février 2021 du CDPISP est approuvé.</p>	<p><b>Décision n° 1</b> Le compte rendu des décisions de la réunion du CDPISP, tenue le 23 septembre 2020, est approuvé sans modification.</p> <p><b>Décision n° 2</b> L'ordre du jour de la réunion du CDPISP, tenue le 24 février 2021 est approuvé.</p>
2.	<p>Laboratoire de développement et opérations (DevOps) de la Colombie-Britannique (ONGLET 2)</p> <p>CJ Ritchie (C.-B.) déclare que Lord Maude (ancien ministre d'État au Commerce et à l'Investissement du Royaume-Uni) a noté les principaux prérequis pour un gouvernement numérique : couverture politique, direction technique crédible et un mandat à partir du haut. Elle signale que la Colombie-Britannique détient la direction technique. On fait bien le travail en C.-B. en se concentrant sur les gens : on crée des équipes, pas des applications, on cultive la collectivité, itère, célèbre, apprend de leurs lacunes et continue à avancer. On poursuit inébranlablement et inépuisablement la modernisation d'outils pour le service aux citoyens et cible expressément l'expérience du service aux citoyens. On vise la modernisation et souhaite moderniser les dirigeants qui appuient ce travail, que ce soit la politique ou la technologie de gestion de l'information (TGI) investie et, ce faisant, on est à créer une légion de partisans du numériques. On a commencé petit et a du succès après succès.</p> <p>Hayden Lansdell, SMA de la Division des plateformes numériques et des données, fait une présentation sur le laboratoire de DevOps de la Colombie-Britannique. Hayden reconnaît et remercie Peter Watkins, cadre du programme d'identification numérique, pour le lancement du laboratoire.</p> <p>CJ Ritchie signale que les programmes <i>Call with Us</i> et <i>Sprint with Us</i> sont de grands programmes d'approvisionnement innovateurs qu'on a mis au point en Colombie-Britannique. Le programme <i>Call with Us</i> concerne les développeurs et le code. Le programme <i>Sprint with Us</i> est un mécanisme d'approvisionnement qui permet au</p>	<p><b>Mesure de suivi n° 1</b> Hayden Lansdell transmettra aux membres du CDPISP lors d'une prochaine réunion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'information sur les compétences techniques de la plateforme de conteneurs Open Shift que la C.-B. a ou sur la façon dont elle a propagé un plus grand échange de codes dans l'ensemble du gouvernement;</li> <li>l'information sur les programmes d'approvisionnement <i>Call with Us</i> et <i>Sprint with Us</i>;</li> <li>les changements apportés au modèle de gouvernance ayant trait à la transition, du</li> </ul>

<p>gouvernement de la C.-B. d'acquérir des équipes de développement de logiciels agiles. Ces programmes sont très efficaces et souples. Avec le programme <i>Sprint with Us</i>, le gouvernement de la C.-B. donne la possibilité d'obtenir jusqu'à 2 millions de dollars pour signer un contrat et mettre sur pied une équipe dans le laboratoire, travaillant en moyenne environ 17 jours au lieu de 90 jours dans le cadre d'un processus d'approvisionnement normal. Ces programmes ont beaucoup de succès et si les membres du CDPISP souhaitent en apprendre davantage, la C.-B. sera heureuse de transmettre de l'information lors d'une prochaine réunion.</p> <p><b><u>Leçons retenues</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'approche agile n'est pas une question de cérémonies, de réunions ou de vocabulaire technique.</li> <li>• Il s'agit d'un important changement de mentalité, de procédés et de concept organisationnel.</li> <li>• Cela prend du temps – plus que souhaité.</li> <li>• Il faut commencer par peu de choses. Les insuccès auront moins d'impact. Itérer. Apprendre.</li> <li>• Créer des équipes, pas des applications.</li> <li>• Donner à ces équipes une bonne couverture, puis éviter de faire entrave au processus.</li> <li>• Favoriser l'expérimentation.</li> <li>• Travailler dans un environnement ouvert.</li> <li>• Cultiver la collectivité et célébrer les succès.</li> <li>• Reconnaître les besoins de changement interreliés, notamment en matière de politique, d'approvisionnement et de modèle financier.</li> </ul> <p><b><u>Prochaines étapes</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer à éliminer les obstacles institutionnels en fonction de la prochaine itération du cadre numérique.</li> <li>• Continuer à mesurer et à partager les réussites, et à partager ouvertement les apprentissages.</li> <li>• Améliorer la rigueur et la cohérence concernant les pratiques « agiles » – voir : « AINO: agile in name only » [ADNS : agile de nom seulement]</li> <li>• Continuer à former la fonction publique pour réduire notre dépendance à l'égard des entrepreneurs.</li> <li>• Mettre à profit le succès du laboratoire Exchange en établissant un réseau de prestation en étoile à l'échelle du gouvernement.</li> <li>• Étendre la collaboration au-delà des services de base du gouvernement, en faisant notamment des efforts concrets pour développer des écosystèmes publics et externes à l'échelle du pays.</li> </ul> <p>Hayden Lansdell note que si les membres du PSCIOC veulent de l'information sur les compétences techniques de la plateforme de conteneurs Open Shift que la C.-B. a ou sur la façon dont elle a propagé un plus grand échange de codes dans l'ensemble du gouvernement, il serait heureux de la transmettre par l'intermédiaire du Secrétariat de l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC).</p> <p>CJ Ritchie ajoute que puisque la C.-B. avait déjà entrepris des travaux et possède le laboratoire de DevOps, elle a été en mesure de répondre rapidement à la COVID-19. Elle a créé des applications en quelques jours pour les Canadiens de retour au pays et a développé le robot conversationnel pour aider à réagir aux premiers jours de la pandémie, en déployant des équipes dans l'ensemble du gouvernement. La mise en œuvre qui est censée être réalisée en 18 mois, elle a été effectuée en quatre semaines, et elle a fait les mises à jour nécessaires du réseau pour appuyer les employés travaillant à distance. Une grande partie du travail préalable qu'elle a fait dans le laboratoire, conjugué au travail à d'autres endroits, a permis de réagir rapidement. Le laboratoire est nécessaire pour l'application de l'identification numérique et les références vérifiables à d'autres modèles dans l'ensemble du gouvernement, et le</p>	<p>modèle en cascade au modèle agile.</p>
---	---

laboratoire est nécessaire pour poursuivre la validation continue de l'innovation à l'avenir. La C.-B. est sur la bonne voie et elle est heureuse de la direction qu'elle prend, en modernisant tout domaine qui appuie la TGI découlant des lois, des politiques, des investissements en matière de TGI, aux politiques en matière de ressources humaines (RH), etc. La façon dont les gens vivent le laboratoire et le travail qui s'accomplit est omniprésente dans la TGI dans l'ensemble du gouvernement.

### **Discussions des membres**

- Burt Crépeault (Québec) demande s'il a été difficile de convaincre les équipes de développement au début et si on ferait quelque chose de différent, en rétrospective, pour ancrer la bonne culture et la mentalité appropriée dès le départ.

CJ Ritchie (C.-B.) répond qu'au cours des premiers jours, lorsque Peter Watkins a commencé avec un petit groupe, avant que le laboratoire ne prenne forme, il y avait une coalition de volontaires. Il n'a pas été difficile de convaincre les gens. On leur a dit qu'il y avait deux options : ils pourraient suivre les méthodes traditionnelles et attendre quelques années pour élaborer des exigences commerciales, ou ils pourraient essayer une approche agile avec le laboratoire. On l'a ensuite refait et a eu du succès après succès. Les équipes du laboratoire ont créé un système interrogeable pour permettre aux personnes de rechercher des rapports en ligne et, en quelques années, elles ont modifié le système en entier en fonction des politiques et des règlements sur l'exploitation minière en Colombie-Britannique. Ces expériences réussies sont devenues très bien connues dans l'ensemble du gouvernement, et il n'est pas difficile d'imaginer quand la demande dépasserait leur capacité.

Hayden Lansdell (C.-B.) ajoute que l'une des choses que Peter Watkins a faites efficacement était de veiller à ce que la direction appuie la nouvelle équipe. Il s'agissait d'une coalition de volontaires, mais il fallait aussi veiller à ce que le sous-ministre adjoint chargé du groupe ait approuvé une entente de service pour attester que le groupe a la couverture supérieure. À cette époque, la plupart des sous-ministres qui entendaient le terme « agile » pensaient que cela se traduirait par l'anarchie. Il n'y a aucun modèle parfait. Il recommande d'investir dans les gens, de sorte que les membres finissent par obtenir ce dont ils ont besoin.

- Rick Wind (T.N.-O.) se renseigne sur la façon de procéder à l'adaptation dans un petit gouvernement comme les T.N.-O. Que devait faire la Colombie-Britannique pour adapter le modèle gouvernemental traditionnel au sein du gouvernement afin d'appuyer une prise de décisions rapide et agile, d'amener les bonnes personnes autour de la table qui établiront les priorités et de s'entendre sur ce dont l'équipe a besoin pour faire le travail, à partir du moment où ils se sont mis à l'échelle pour aborder ces questions?

CJ Ritchie répond qu'au début, il y avait des conversations bilatérales : Peter ou CJ a parlé avec le SMA ou le sous-ministre et a veillé à ce qu'ils aient la même compréhension. De plus, le Conseil du Trésor leur avait délégué un pouvoir concernant l'enveloppe du capital du GTI. Dans son bureau, elle compte un comité de sous-ministre sur l'investissement en matière de numérique appelé Conseil d'investissement en matière de GTI et celui-ci a délégué des pouvoirs pour une grande somme d'argent (110 millions de dollars) qui représente ses dépenses en immobilisations en GTI sur une base annuelle. Toute personne qui a une possibilité de GTI d'une valeur inférieure à 10 millions dépensés en moins d'un an ou inférieure à 25 millions de dollars globalement doit se présenter devant ce comité. Il examine les investissements qui sont conformes aux Principes relatifs au numérique et établit si on utilise une méthodologie agile ou se préoccupe de l'expérience axée sur le citoyen qui offre les critères clés pour savoir si le demandeur obtient un financement. On a été en mesure de se tourner lentement vers des « cascades »

de GTI moins traditionnelles vers une méthodologie plus agile ou portant davantage sur des paramètres de succès et des compétences fondées sur des petites composantes et vient prouver leurs paramètres avant d'obtenir le financement. On voit des améliorations au fil du temps. Lorsqu'elle a commencé à assumer ce poste il y a 3 ans, elle lui a demandé de se pencher sur le portefeuille de capitaux de GTI et de réduire les projets des grandes entreprises et de l'informer du nombre de projets transformationnels qu'il y a dans ce portefeuille de moins de 100 millions de dollars. Le pourcentage était d'environ 8 %, mais un an plus tard, il était à 19 %. Il s'agit de quelque chose qu'on surveille et si on ne le mesure pas, on ne peut pas le gérer. Elle a recommandé de commencer petit, de connaître la base de référence, de poursuivre et de faire les petits pas vers ces changements de gouvernance.

Hayden Lansdell ajoute qu'en ce qui concerne le produit lui-même, la gouvernance, on l'avait expérimenté au fil du temps et que le modèle porte sur la TI et le secteur d'activité découlant de la prise de décisions. Miser dorénavant sur les propriétaires de produits et des choses comme ça, ne ralentit pas la prestation. Montrer sans raconter afin de veiller à ce qu'on s'inspire des histoires de réussite des ministres de l'ensemble du pays qui ont commencé à participer aux applications et à ne pas voir un graphique sur les états des projets (vert ou jaune). La promotion la gouvernance en tant que moteur clé et en tant que modèle de gouvernance différent est un lourd travail pour eux. Il propose de partager le modèle de gouvernance de la Colombie-Britannique.

- Guillaume Charest (coprésident du Groupe de travail sur les sources ouvertes, EDSC-Service Canada) pose deux questions :
  - 1) Hayden a mentionné une prestation dix fois plus rapide de la valeur. Que dirait-il aux gens qui pensent que cela se fait au détriment de coûts plus élevés de la maintenance à long terme?
  - 2) Hayden mentionne les leçons retenues : changement de mentalité, processus et conception de l'organisation. Ce dernier point, la conception de l'organisation, semble très difficile et pas nécessairement possible à tout le moindre sur le plan de la TI des organisations. En dehors de la pression politique critique, avez-vous des idées ou des leçons retenues sur la façon de faire avancer les choses dans les grandes organisations?

CJ Ritchie répond que sur le plan de la comparaison des coûts, ce sont très bons exemples. Récemment, on a créé une composante ou une application pour une unité opérationnelle du gouvernement à un prix raisonnable et, pour une raison quelconque, les sous-ministres se sont fait convaincre à la dernière minute par un fournisseur qu'il pouvait le faire pour une meilleure mesure, moins chère ou plus sûre, et les sous-ministres ont choisi ce fournisseur. Le fournisseur a créé quelque chose de semblable à un coût de 10 fois plus élevé; pendant ce parcours, il y a donc eu peu d'exemples semblables. On a commencé dans le laboratoire, on s'est réorienté et on a eu une très bonne comparaison des coûts. On peut créer des choses plus efficacement dans le laboratoire. Le gouvernement en est propriétaire et il n'appartient pas à un fournisseur d'effectuer la maintenance. Le Conseil d'investissement en matière de numérique a de nombreux exemples où un ministère va acheter quelque chose et un autre ministère achètera la même chose. On aurait acheté la même chose quelques fois. Il n'est pas très difficile d'extraire certaines de ces clés à l'aide de paramètres, pour avoir une véritable conversation sur le coût et déterminer la meilleure utilisation des fonds publics. On a intégré les collègues du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada à ces conversations; c'était par un souci collectif d'efficacité et d'utilisation des fonds qu'on a réussi à convaincre certains sous-ministres de changer d'idée et d'essayer quelque chose de différent.

Hayden Lansdell ajoute qu'on avait complètement tout confié à la sous-traitance au début et qu'on a dû complètement tout internaliser. Au laboratoire, on regarde ce qui se trouve devant et commence à reconnaître les bonnes choses pour lesquelles on devrait utiliser ce qui se trouve sur le marché et ensuite où on porte le regard sur les équipes dont on dispose pour concevoir sur mesure. On est très déterminé. Le gouvernement du Canada

	<p>a indiqué ces composantes de la TI de base couramment utilisées que la C.-B. utilise plutôt que de les créer à plusieurs reprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Natasha Clarke (N.-É.) note qu'en Nouvelle-Écosse, il y a des recommandations générales auxquelles on s'engage, mais qu'il y a une vieille façon de penser et de faire les choses, et on est donc en transition. En plus de cette transition et de ce changement de culture, c'est aussi avec les organisations que le vérificateur général effectue un audit de son ministère. Elle s'informe des expériences d'idée sur la confiance qu'on pourrait accorder pour éviter ou le système « ne pas faire ça »?</li> </ul> <p>CJ Ritchie répond qu'on a mené la campagne de sensibilisation éducative, qui a débuté avec les sous-ministres et qui se poursuit. Une des choses qu'on commencera à faire au printemps est de commencer avec les cadres supérieurs et l'Académie du numérique pour augmenter la dextérité numérique de tous les employés de la fonction publique. Il ne devrait pas y avoir de sous-ministres qui siègent au Conseil d'investissement en matière de numérique se demandant quelle est la différence entre ce qui est agile et la cascade. Quiconque détient une fonction au gouvernement dans le domaine de la prestation de services aux citoyens devrait avoir une compréhension de base de ce que comporte la prestation de services modernes, parce que dans le cadre du gouvernement numérique il s'agit d'être bon dans le domaine des services en 2021. On a la responsabilité d'augmenter la dextérité numérique de tous les employés de la fonction publique. Tout d'abord, on commence par rencontrer des gens et lancer une campagne de sensibilisation éducative à grande échelle auprès de ses collègues du Conseil du Trésor ou du vérificateur général, pour qu'ils se réunissent tous les trimestres, avec les sous-ministres et toute personne voulant savoir pourquoi cela compte.</p> <p>Hayden Lansdel recommande trois choses :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Ils sont dans un endroit où on laisse entendre que le modèle qui ne fonctionne pas. Il revient à ce qu'est la tâche du cas. Le vérificateur général a laissé entendre ce que devrait être l'étape du point de contrôle lorsque le produit sera terminé, pour récupérer le reste de l'argent plutôt que de revenir en disant qu'on l'a créé et testé avec l'utilisateur, pour qu'il fonctionne efficacement et qu'on obtienne des fonds pour la prochaine ronde.</li> <li>2) Il ne faut pas utiliser le mot « agile » et de choses clés qui doivent être faites comme les essais avec les utilisateurs; ces choses résonnent plus qu'une méthodologie.</li> <li>3) Le spectacle : il y avait tellement de personnes qui venaient au laboratoire, qui le traversaient, qui dépensaient de l'argent avec un expert-conseil sur un outil et, après un certain temps, elles commençaient. Ensuite, on a mis sur pied cette équipe au laboratoire, et on a élaboré le produit que la Colombie-Britannique utilise. Le coût était très compétitif par rapport à l'autre.</li> </ol> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sean McLeish (Yukon) indique qu'au Yukon, on a commencé à faire des essais quelque peu agiles à petite échelle. Il se renseigne sur l'expérience de la Colombie-Britannique avec les fournisseurs locaux. Dans son cas, il y en a qui sont très intéressés et qui veulent travailler de cette façon et ils voient que certains recherchent le modèle en cascade. Il aimerait recevoir des commentaires sur l'expérience de la C.-B. avec ses fournisseurs locaux et la façon dont cette transition a fonctionné avec eux. Du point de vue de l'approvisionnement, une fois qu'on a commencé à adopter ce type d'approche, on a commencé avec une certaine somme d'argent. Quelle est la façon dont on effectue les achats individuels?</li> </ul> <p>CJ Ritchie répond que, en ce qui a trait aux relations avec les fournisseurs, et en détournant leur attention des méthodes de cascade préférées en C.-B., la Province a établi des partenariats de longue date avec la collectivité de fournisseurs, petits et grands, dans le cadre de programmes d'approvisionnement innovateurs à la suite de la</p>	
--	--	--

pandémie de la COVID. Elle compte aussi un concierge d'approvisionnement qui s'occupe des cas où une personne a une proposition non sollicitée à émettre au gouvernement. Les premiers efforts dans cet espace étaient dans le cadre de la « politique de la porte arrière », et la dirigeante principale de l'information du gouvernement et quelqu'un dans son bureau organisait une campagne de sensibilisation éducative auprès de la collectivité des fournisseurs, leur montrant ce à quoi ressemblerait un partenaire stratégique du gouvernement. Au fur et à mesure qu'on arrive à maturité dans le cycle de vie et que le modèle évolue, on publie la prochaine version du plan numérique au printemps. On arrive suffisamment à maturité et on sortira avec un engagement officiel des fournisseurs pour montrer aux fournisseurs comment nouer le dialogue dans le cadre de la relation.

Hayden Lansdell recommande de différencier les fournisseurs. L'instrument d'approvisionnement est important. Il a été bénéfique d'avoir la capacité d'utiliser le programme *Sprint with us* et d'amener les petites entreprises technologiques à revoir quelques pages d'exigences. Il ajoute que ce programme est un outil formidable qui doit continuellement être amélioré. On incite les gens à traiter leurs applications comme des produits plutôt que comme des projets. Il y a un échéancier plus long, et le programme *Sprint with Us* a un échéancier limité. On travaille à la façon de maintenir une partie du processus de production avec le fournisseur sur une plus longue période.

- Atiq Ahmad (Saskatchewan) s'informe de ce qui se passe au sujet du modèle opérationnel. Selon la discussion, la transition s'est produite en Colombie-Britannique il y a 15 ans et quelques ajustements ont été apportés au modèle d'exploitation au fil du temps. Quel est le rôle du DevOps dans le secteur privé dans la situation actuelle? S'il était limité à l'époque, y a-t-il là un outil qui appuierait la gestion du flux de travail, la gestion des connaissances et la conservation du code sur une période donnée?

Hayden Lansdell répond que la relation de la Colombie-Britannique avec le secteur privé a évolué parce que la Province a commencé à développer ses capacités et qu'en conséquence, elle a eu des conversations matures avec les fournisseurs. Elle a encore du travail à faire sur les applications intégrées qui font intervenir des personnes. Ces types sont profondément enracinés dans les ministères, et ils n'ont pas le profil dont les ministres se soucient. Il s'agit du modèle ouvert auquel la Colombie-Britannique a à travailler davantage. Il s'agit d'un domaine où elle n'a pas trop dépensé, mais elle approfondira davantage cet aspect. Il existe une application de flux de trésorerie organisationnelle qui donnera un coup de pouce à l'environnement de DevOps étant donné qu'elle pourrait ne pas continuer à travailler avec les grands fournisseurs sur ce point; cependant, on est au début de cette discussion.

- Harpreet Dhillon (président de la CdP de l'approvisionnement en TI, Ville de Calgary) demande comment est l'expérience de la plateforme à source ouverte par rapport au coût total de propriété; souvent ce n'est pas gratuit et peut comporter des coûts semblables pour le soutien et la maintenance, ainsi que pour la formation et l'ensemble de compétences.
- Hayden Lansdell répond que les collectivités ont été établies autour de ces choses. S'il y a une source ouverte ou un outil pouvant être utilisé, on tente de former des équipes qui s'en occupent. Ce n'est pas gratuit, et il ne s'agit pas du modèle de soutien nécessaire; on doit le créer dans le système même. On considère qu'il ne concentre pas nécessairement toutes les composantes de la TI base couramment utilisées dans le carrefour, reconnaissant qu'il y a des capacités dans les équipes dans l'ensemble du gouvernement, mais il faut que les communautés de pratique travaillent à ces éléments. Le coût total de propriété est quelque chose qu'ils apprennent encore dans l'espace à source ouverte en ce qui concerne le modèle de soutien, la formation et les ensembles de compétences.

	<p>La plupart d'entre eux doivent être dirigés dans la communauté de pratique, qui a réussi pour eux, apprendre les uns des autres et voir les compétences de ces équipes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Harpreet Dhillon déclare qu'il y a vraiment de l'information géniale sur l'élément d'innovation en approvisionnement et s'informe de l'expérience. Il est heureux de voir comment la C.-B. fait la promotion des petites entreprises avec les faibles seuils et délais, et certaines des idées passent au niveau suivant pour devenir à l'échelle de l'organisation, et il y a de la valeur pour les fournisseurs. Il y a eu quelques exemples que la C.-B. a fait. Comment est la transition du petit au grand avec plusieurs millions de dollars sur plusieurs années? Comment s'est déroulée cette expérience?</li> <li>• Hayden Lansdell répond que la C.-B. met les entreprises dans un environnement restreint où elles travaillent à des applications axées sur la mission. Qu'on prenne la propriété intellectuelle et qu'on aille la vendre à d'autres personnes, il n'y a pas de modèle de soutien pour cela; cela fait partie du développement; on obtient le soutien en tant qu'équipe pour être le modèle de soutien pour cela. Il est prévu d'intégrer le DevOps dans un plus grand espace d'application et de travailler à une partie de l'application axée sur la présentation de services administratifs au gouvernement.</li> </ul> <p>Denis Skinner (copräsident du CDPISP, SCT) remercie le CJ Ritchie et Hayden Lansdell pour le temps consacré à cette excellente présentation sur le DevOps.</p>	
3.	<p><b>ÉCHANGE D'INFORMATION ENTRE LES PROVINCES (ONGLET 3A ET 3B)</b></p> <p><b>A) <u>Nouveau format d'échange d'information du COCIPC et d'analyse de l'échange d'information</u></b></p> <p>Sophia Jesow, analyste de recherche des Conseils mixtes, présente le nouveau format de l'échange d'information du CDPISP qui a été élaboré. Elle indique que le format Excel a été choisi parmi plusieurs options, étant donné que les membres avaient demandé que le format soit convivial, facile d'accès et à lire, qu'il soit consultable et qu'il peut être filtré selon l'administration. Elle indique que l'information est la même que celle fournie par les administrations et qu'aucune modification n'a été effectuée. Sophia Jesow donne un aperçu de l'analyse de l'échange d'information du CDPISP.</p> <p>Maria Luisa Willan, directrice des Conseils nationaux de l'ISAC, fait remarquer que l'échange d'information est effectué deux fois par an, en janvier pour la réunion de février et en août pour la réunion de septembre, mais vu le travail supplémentaire pour rassembler toute l'information dans un seul document et aussi le travail de Sophia pour effectuer l'analyse de l'information pour le CDPISP et le CPSSP, l'information sera recueillie plus tôt, en juillet pour la réunion de septembre et en décembre pour la réunion de février, afin de laisser le temps de réaliser cette tâche. Maria Luisa recommande de protéger le mot de passe du document, car certains contenus de l'échange d'information peuvent être sensibles et ne sont pas destinés à être distribués à l'extérieur des Conseils.</p> <p>Tracy Wood (coprésidente du COSIPC, Île-du-Prince-Édouard) s'est réjouie du nouveau format d'échange d'information. La présentation de l'analyse devant la table ronde sur l'échange d'information entre les administrations est une approche différente, considérant tous les thèmes communs ensemble, la possibilité d'avoir la discussion est très importante et donne lieu à une conversation très riche avec les membres.</p> <p>Natasha Clarke (N.-É.) remercie Sophia Jesow, en indiquant qu'il y a une vulnérabilité; elle présente quelque chose de nouveau à un grand groupe de personnes et elle félicite Sophia pour son excellent travail. Elle ajoute qu'il s'agit</p>	<p><b>Mesure de suivi n° 2</b> Échange d'information : Le Secrétariat de l'ISAC dressera une liste des sujets cernés par les membres lors du tour de table sur les compétences. Le Secrétariat transmettra la liste aux membres du CDPISP afin d'aider à prioriser les points des prochains ordres du jour. Le Secrétariat ajoutera des points à l'ordre du jour des prochaines réunions du CDPISP.</p>



d'un outil intéressant auquel nous continuerons d'itérer. Elle estime qu'il est utile de le transmettre à son équipe du service numérique de la Nouvelle-Écosse, puisqu'il s'agit d'une équipe de prestation intégrative, qui voit ce que les autres administrations ont accompli, peut-être les mêmes questions et qu'il est avantageux de pouvoir le distribuer dans un format facile à utiliser.

Dans l'ensemble, les membres ont bien accueilli le nouveau format d'échange d'information du CDPISP. Sophia demande aux membres de lui envoyer d'autres commentaires.

Maria Luisa Willan suggère que l'analyse de l'échange d'information entre le CDPISP et le CPSSP soit présentée aux Conseils mixtes afin que les deux conseils puissent examiner les aspects d'intérêt communs et la collaboration future. Cette discussion aide également le Secrétariat à établir les ordres du jour des réunions.

Tracy Wood indique qu'il est une excellente idée de transmettre aux Conseils mixtes l'analyse de l'échange d'information entre le PSCIOC et le PSDSC.

#### **B) Modèle d'échange d'information entre les provinces**

Les administrations présentent un résumé de leurs principales priorités et activités dans leur administration respective. Les membres peuvent consulter les documents d'échange d'information sur les administrations fournis dans le cartable de la réunion pour connaître les détails.

***Veillez noter que, selon la pratique courante, en raison de la nature délicate de cette discussion, seules les mesures de suivi découlant du tour de table sur l'échange d'information entre les administrations sont incluses dans le compte rendu de décision.***

Les administrations fournissent une mise à jour :

- Yukon
- Saskatchewan
- Québec
- Île-du-Prince-Édouard
- Nouvelle-Écosse
- Territoires du Nord-Ouest
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Nouveau-Brunswick
- Colombie-Britannique
- Alberta
- Conseil du Trésor du Canada
- ASIM de l'Est

**Sujets d'intérêt cernés par les membres lors de la table ronde :**

<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Cybersécurité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sur le plan des opérations : augmentation des menaces et façon de les gérer.</li> <li>▪ Gestion des talents en cybersécurité (pénurie de compétences cybernétiques et maintien en poste, recrutement de personnel qualifié).</li> <li>▪ Cyberrenseignement – améliorer la cyberposture dans toutes les administrations.</li> <li>▪ Programme d'apprentissage en cybernétique de l'Alberta.</li> <li>▪ Stratégie de la Ville de Toronto sur la cybermodernisation et autres stratégies de cybersécurité dans tout le pays.</li> </ul> </li> <li>• <b>Accès à Internet et large bande</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Que font les administrations pour accroître l'accès, les stratégies dans ce domaine?</li> <li>▪ Aucun incitatif pour le secteur privé à construire des infrastructures et façon d'établir les priorités de ces objectifs par rapport à d'autres.</li> <li>▪ Relier le programme de la C.-B. (pour jumeler les possibilités de financement du secteur privé et du gouvernement fédéral).</li> </ul> </li> <li>• <b>Gouvernance</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Examen de la gouvernance organisationnelle et de la gouvernance horizontale.</li> <li>▪ Leçons retenues en ce qui a trait à ce qui a fonctionné et à ce qui n'a pas été fait dans l'ensemble des administrations.</li> <li>▪ Processus de priorisation : comment répondre aux demandes de l'organisation? Quels sont les éléments hautement prioritaires équilibrés par des ressources limitées?</li> <li>▪ Discussion sur la gestion de l'offre et de la demande.</li> <li>▪ Quelles sont les expériences dans l'ensemble des administrations concernant l'élaboration de plans stratégiques, opérationnels et organisationnels pendant la pandémie de la COVID-19? Les administrations cherchent à savoir comment les organismes de la technologie de l'information (TI) du secteur public s'adaptent aux perturbations majeures des cycles de planification du gouvernement et élaborent des plans de la TI dans le contexte de circonstances changeantes où les priorités changent constamment.</li> </ul> </li> <li>• <b>Gestion des talents</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Trouver du personnel qualifié et le maintenir en poste.</li> <li>▪ Accès à du personnel qualifié dans les différentes administrations et gamme d'expertise en matière d'informatique en nuage.</li> <li>▪ Futur du travail à distance (gestion des solutions d'informatique en nuage). L'acquisition de services d'infrastructure de l'informatique en nuage est une priorité pour de nombreuses administrations.</li> <li>▪ En raison de l'accent mis sur la prestation de services numériques et de la nécessité d'offrir des solutions, comment les administrations réussissent-elles à attirer et à retenir les meilleurs talents? Quels sont les défis et les pratiques exemplaires pour recruter et maintenir en poste des employés dans les volets des emplois et des fonctions en demande (p. ex., la cybersécurité, l'architecture intégrée, l'intelligence artificielle [IA] et la gestion de produits)?</li> </ul> </li> <li>• <b>Renouvellement de la TI</b> (modernisation de la TI) : Plus axé sur les opérations et les citoyens, meilleur approvisionnement, demandes de propositions moins prescriptives, meilleure gestion de projet, devenir plus stratégique, investissement dans l'infrastructure, renforcement du secteur de la TI, gestion de la vision de la TI et du leadership en TI, modernisation des ordinateurs centraux.</li> </ul>	
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Investissements en matière de TI</b> : Changer la façon de gérer les investissements (dépenses d'immobilisation par rapport aux dépenses d'exploitation), plateformes fondées sur l'abonnement, manière de financer des initiatives au sein du gouvernement, gestion du risque et gestion du rendement, investissement en matière de TI et planification de la demande avec un financement lié aux éléments d'immobilisation, modèle de recouvrement des coûts pour la technologie de l'infrastructure.</li> <li>• <b>Activation du nuage</b> : Les administrations mettent en œuvre des solutions d'informatique en nuage en déplaçant les données, les applications et d'autres éléments opérationnels vers un environnement d'informatique en nuage. Comment les administrations améliorent-elles les capacités de surveillance de la façon dont les ressources d'information et de données sont utilisées dans le nuage, par qui et quand? Quel est le mécanisme mis en place pour accélérer l'approbation et l'acquisition réelle de contrôles et d'outils de cybersécurité en cas de cyberattaques actives ou de cybermenaces?</li> <li>• <b>Collaboration sur le marché numérique de la C.-B.</b> – On a besoin d'en apprendre davantage sur la façon de tirer parti ou de mettre à l'échelle et les leçons retenues. (La C.-B. a offert de présenter sur le modèle qui peut être reproduit.)</li> <li>• <b>Technologie en matière de vaccination</b> : Qu'utilisent les administrations?</li> <li>• <b>Vie privée</b> : Le Nouveau-Brunswick a élaboré une évaluation de maturité de base de la protection de la vie privée en collaboration avec les ministères pour élaborer des plans de travail. Travail sur l'harmonisation avec le système judiciaire.</li> <li>• <b>Échange d'information</b> : Discussions ciblées sur les six sujets cernés dans le cadre de l'échange d'information du CDPISP : 1. Identité numérique, 2. Expérience numérique, 3. Activation de la technologie de robots conversationnels, 4. Migration vers le nuage, 5. Gestion des talents et perfectionnement, 6. Planification pendant la pandémie de la COVID et par la suite.</li> </ul>	
4.	<p><b>Autres questions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En raison du manque de temps, il a été décidé de reporter la présentation du rapport de la trésorière du CDPISP à la prochaine réunion qui aura lieu le 31 mars.</li> <li>• Tracy Wood (coprésidente du CDPISP, Île-du-Prince-Édouard) informe les membres que la prochaine réunion du CDPISP se tiendra le 31 mars. Les coprésidents travailleront avec le Secrétariat pour établir la priorité des thèmes cernés au cours de la réunion.</li> </ul> <p><i>La réunion du CDPISP est levée à 15 h 5 HNE.</i></p>	<p><b>Mesure de suivi n° 3</b> Le rapport de la trésorière du CDPISP sera présenté à la prochaine réunion, le 31 mars.</p>